

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

SOCIETE MODERNE DE CERAMIQUE
Siège social : Menzel Hayet-5033 Monastir.

La Société Moderne de Céramique -SOMOCER- publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au **31 décembre 2004** tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du **13 juin 2009**. Ces états sont accompagnés du rapport général du commissaire aux comptes, Mr Ahmed BELAIFA.

Bilan au 31 DECEMBRE 2004
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

<u>Actifs</u>	<u>Notes</u>	<u>31 décembre</u>	
		<u>2004</u>	<u>2003</u>
<u>ACTIFS NON COURANTS</u>			
Actifs Immobilisés			
□ Immobilisations incorporelles	IV.1	1 497 132	886 470
□ Moins : amortissements		<1 149 414>	<547 223>
□ Immobilisations corporelles	IV.2	53 334 518	49 371 331
□ Moins : amortissements		<24 851 409>	<20 287 776>
□ Immobilisations financières	IV.3	1 114 398	767 688
□ Moins : provisions		<206 849>	<75 000>
Total des actifs immobilisés		29 738 376	30 115 490
Autres actifs non courants	IV.4	1 141 556	3 988 466
Total des actifs non courants		<u>30 879 932</u>	<u>34 103 956</u>
<u>ACTIFS COURANTS</u>			
• Stocks	IV.5	16 039 112	14 607 456
□ Moins : provisions		<140 810>	-
• Clients et comptes rattachés	IV.6	35 664 976	28 929 185
□ Moins : provisions		<2 255 839>	<995 265>
• Autres actifs courants *	IV.7	7 127 602	6 150 631
□ Moins : provisions		<378 188>	<321 846>
• Liquidités et équivalents de liquidités	IV.8	218 271	111 619
Total des actifs courants		<u>56 275 124</u>	<u>48 481 780</u>
Total des actifs		<u>87 155 056</u>	<u>82 585 736</u>

(*) : La colonne 2003 a été retraitée pour des besoins de comparabilité.

Bilan au 31 DECEMBRE 2004
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Capitaux propres et passifs	Notes	31 décembre 2004	2003
<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
□ Capital social		16 000 000	16 000 000
□ Réserves		8 507 052	8 371 466
□ Résultats reportés		1 252 615	457 705
□ Réserves consolidés		<674 864>	<106 722>
Capitaux propres part - du groupe		25 084 803	24 722 449
□ Intérêts minoritaires		<10 283>	15 315
Capitaux propres avant résultat de l'exercice		25 074 520	24 737 764
□ Résultat consolidé		4 919 189	2 747 517
□ Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		-	<319 491>
□ Part des minoritaires dans le résultat		30 483	160
Total des capitaux propres consolidés	IV.9	30 024 192	27 165 950

Passifs**PASSIFS NON COURANTS**

□ Emprunts	IV.10	9 445 097	10 181 961
□ Autres passifs non courants	IV.11	1 103 535	1 323 373
Total des passifs non courants		10 548 632	11 505 334

PASSIFS COURANTS

□ Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	13 335 683	10 742 498
□ Autres passifs courants *	IV.13	5 442 568	5 094 630
□ Autres passifs financiers	IV.14	24 627 483	22 508 387
□ Concours bancaires	IV.15	3 176 498	5 568 937

Total des passifs courants		46 582 232	43 914 452
Total des passifs		57 130 864	55 419 786
<u>Total des capitaux propres et des passifs</u>		<u>87 155 056</u>	<u>82 585 736</u>

(*) : La colonne 2003 a été retraitée pour des besoins de comparabilité.

Etat de Résultat au 31 DECEMBRE 2004
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	Notes	31 décembre 2004	2003
Produits d'exploitation			
• Revenus	V.1	51 776 903	44 197 375
• Autres produits d'exploitation	V.2	1 213 420	422 748
Total des produits d'exploitation		52 990 323	44 620 123

Charges d'exploitation

• Variation des stocks des produits finis & encours	V.3	1 296 205	<2 340 735>
• Achats de marchandises consommés		858 903	-
• Achats d'approvisionnements consommés	V.4	26 260 038	26 215 245
• Charges de personnel	V.5	4 889 563	3 943 804
• Dotations aux amortissements	V.6	4 016 466	3 942 873
• Dotations aux provisions	V.7	1 365 723	1 240 821
• Reprises sur provisions	V.8	<427 423>	-
• Autres charges d'exploitation	V.9	7 760 864	7 533 656
Total des charges d'exploitation		46 020 339	40 535 664

Résultat d'exploitation

		6 969 984	4 084 459
• Charges financières nettes	V.10	3 235 855	4 035 880
• Autres gains ordinaires	V.11	1 137 855	2 062 853
• Autres pertes ordinaires	V.12	123 635	708 584
• Produits des placements		-	702 947
Résultat des activités ordinaires avant Impôt		4 748 349	2 105 795
• Impôt sur les sociétés	V.13	201 323	641 882

Résultat net avant mise en équivalence

		4 949 672	2 747 677
Q-part dans les résultats des entités mises en équivalence		-	<319 491>
Résultat net de l'exercice		4 949 672	2 428 186
Résultat de l'exercice - part du groupe		4 919 189	2 428 026
Résultat de l'exercice - intérêts minoritaires		30 483	160

Etat des Flux de Trésorerie au 31 DECEMBRE 2004
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	31 décembre	
	2004	2003
<u>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</u>		
□ Résultat net	4 919 189	2 428 026
□ Part des minoritaires dans le résultat	30 483	160
□ Quote-part des résultats nets des sociétés ME	-	319 491
□ Amortissements & provisions	7 029 065	4 983 694
□ Quote part subvention inscrite aux résultats	<395 041>	<322 543>
□ Impôts différés	-	<543 882>
□ Variation de stock	<1 431 656>	<4 044 988>
□ Variation des créances clients	<4 083 471>	<6 421 469>
□ Variation des autres actifs	<1 970 501>	2 153 157
□ Autres ajustements	847 447	-
□ Variation fournisseurs et autres passifs courants	2 783 910	2 323 464
Total flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	7 729 425	875 110
<u>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</u>		
□ Décaissements affectés à l'acquisition D'immo. Corporelles et incorporelles	<4 764 575>	<4 301 208>
□ Décaissements affectés à l'acquisition d'immo. Financières	<331 000>	<6 000>

□ Solde des opérations de placements courants	1 074	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<5 094 501>	<4 307 208>
<u>Flux de trésorerie liés aux activités de financements</u>		
□ Encaissements suite à l'émission d'actions	-	5 000
□ Apports des minoritaires dans le capital des sociétés intégrées globalement	50 000	-
□ Dividendes et autres distributions	<1 723 271>	<1 484 420>
□ Encaissements des subventions d'investissement	242 835	
□ Emprunts à LT (encaissement - remboursement)	<1 405 983>	5 506 501
□ Solde des opérations de financements du cycle d'exploitation	1 307 877	-
□ Solde de l'escompte commercial	1 392 708	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financements	<135 834>	4 027 081
Variation de trésorerie	2 499 090	594 983
Trésorerie au début de l'exercice	<5 457 318>	<6 052 301>
Trésorerie à la fin de l'exercice	<2 958 228>	<5 457 318>

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I. PRESENTATION DU GROUPE « SOMOCER » :

a. Structure juridique du groupe:

Les sociétés composant le groupe SOMOCER sont les suivantes :

- **SOMOCER** : La Société Moderne de Céramique est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien. Elle a été créée le 3 juillet 1985. Son capital s'élève au 31 décembre 2004 à 16.000.000 DT divisé en 3.200.000 actions de valeur nominale de 5 DT chacune. L'objet de la société est la fabrication de carreaux de faïence, grès et baignoires. Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. L'ensemble de ses unités de production est implanté à Menzel Hayett. Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun. Elle est agréée par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements.

- **SOTEMAIL** : La Société Tunisienne d'Email est une société à responsabilité limitée créée le 01 juin 2002 au capital de 2.010.000 DT et ayant son siège social à Menzel Hayett. Son capital a été augmenté par une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 18 Juin 2003 d'augmenter le capital d'une somme de un Million cinq mille Dinars (1.005.000 DT) pour le porter de 2.010.000 DT à 3.015.000 DT. La principale activité de la SOTEMAIL est la fabrication des émaux des carreaux de céramiques, carreaux de faïences, grès et décorations ainsi que tous produits d'articles sanitaires. L'ensemble de ses unités de production est implanté à la région d'Essouassi. Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun. Elle est agréée par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements.

- **A.B.C** : La société « Abdennadher Bricolage Center » est une société à responsabilité limitée créée en 1995 ayant son siège à Ain Zaghouane - Route de La Marsa - Tunis. Son capital s'élève au 31 décembre 2004 à 1.300.000 DT. Il est divisé en 130.000 actions de valeur nominale de 10 DT chacune. Son objet principal consiste en la vente en détail des articles sanitaires, de quincaillerie et de céramique. Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun.

b. Participations et organigramme du groupe :

Les participations de la société "SOMOCER" dans les entreprises associées et filiales se détaillent comme suit :

- La société 'SOMOCER' déteint 30.000 parts sur les 30.150 parts sociales formant le capital de la société SOTEMAIL, soit 99,5%. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par la société SOMOCER ;
- La société ABC est placée sous le contrôle exclusif de la société 'SOMOCER' détenant 180.000 parts sur les 255.000 parts sociales formant le capital, soit 70,59%;

II. METHODES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

a. Méthodes de consolidation

La méthode de consolidation appliquée est déterminée en fonction du pourcentage des droits de vote, détenu par la société "SOMOCER", ainsi que de son pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles des sociétés « SOTEMAIL » et « ABC ».

La méthode de consolidation retenue pour les sociétés SOTEMAIL et A.B.C. est celle de l'intégration globale, eu égard au degré de contrôle (plus que la moitié des droits de vote) exercé par la société mère.

Cette méthode consiste à :

- Homogénéiser les méthodes de comptabilisations et les règles de présentation.

- Combiner ligne à ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.
- Eliminer la valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote-part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale.
- Identifier les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice et les soustraire du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ;
- Identifier les intérêts minoritaires dans les capitaux propres des filiales consolidées et les présenter dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère ; et
- Eliminer les transactions intra-groupes et les profits latents en résultant. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont à éliminer à moins que le coût ne puisse être recouvré.

b. Date de clôture :

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels, soit le 31 décembre de chaque année.

c. Déclaration de conformité :

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises, et notamment :

- La NC 35 relative aux états financiers consolidés, et particulièrement les principes régissant les techniques, règles de présentation, et de divulgation spécifiques à l'établissement des états financiers consolidés ;
- La NC 36 relative aux participations dans les entreprises associées ;
- La NC 38 relative aux regroupements d'entreprises.

III. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principales règles et méthodes appliquées par le Groupe SOMOCER sont présentées au niveau de la politique comptable du SOMOCER. Dans ce qui suit, une présentation sommaire des principes et règles les plus importants :

d. Principes de base

Les états financiers consolidés du Groupe SOMOCER sont préparés en conformité avec les normes comptables tunisiennes et y sont conformes. Ils sont préparés selon les conventions établies par le système comptable des entreprises.

e. Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition représente la différence, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du groupe dans la juste valeur de l'actif net identifiable acquis de la filiale ou de l'entreprise associée. Lorsqu'ils sont positifs, L'écart d'acquisition représente la différence, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du groupe dans la juste valeur de l'actif net identifiable acquis de la filiale ou de l'entreprise associée. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique «écarts d'acquisition» (rubrique distincte parmi les actifs non courants) et amortis sur leur durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées. S'ils sont négatifs, ils sont inscrits en déduction des actifs dans la même rubrique des écarts d'acquisition positifs et repris en résultat de la façon suivante :

- (a)Le montant de l'écart d'acquisition n'excédant pas les justes valeurs des actifs non monétaires acquis doit être comptabilisé en produits sur une base systémique sur la durée d'utilité moyenne pondérée restant à courir des actifs amortissables identifiables acquis ; et
- (b)Le montant de l'écart résiduel doit être comptabilisé immédiatement en produits sur une durée ne dépassant pas dix ans. Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

La valeur comptable de l'écart d'acquisition est revue annuellement et réduite en cas de dépréciation durable (Impairment) éventuelle.

Le gain ou la perte de cession d'une entité inclut le solde non amorti de l'écart d'acquisition relatif à l'entité cédée.

f. Placements

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur valeur de marché. La valeur de marché est calculée par référence aux cours de bourse de clôture à la date du bilan.

g. Immobilisations corporelles

L'amortissement des immobilisations corporelles du Groupe SOMOCER est déterminé selon le mode linéaire, sur la durée d'utilisation estimée comme suit :

- Terrains	non amortissable
- Constructions	amortissable sur 20 ou 10 ans à partir de la date de mise en service.
- Inst. Tech. Mat. Out. Indust.	amortissable sur 10 ou 5 ans à partir de la date de mise en service.
- Mat. De transport des biens	amortissable sur 5 ans à partir de la date de mise en service.
- Autres immob. Corporelles	amortissable sur 10 ; 6,6 ou 5 ans à partir de la date de mise en service.

Les gains et les pertes dégagés lors de la cession d'immobilisations corporelles entre les sociétés du Groupe sont éliminés, et ce afin de ramener les immobilisations cédées à leurs valeurs historiques, avant la cession intergroupe.

Les immobilisations corporelles acquises par voie de crédit bail sont comptabilisées en bilan à leur juste valeur en application de la convention la prééminence du fond sur la forme (cadre conceptuel de la comptabilité).

h. Subvention d'investissement

Les subventions reçues et liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles, sont classées en produits différés dans les dettes à long terme (compte de régularisation passif), au lieu d'être classées en tant que capitaux propres et sont rapportées au résultat linéairement sur la durée de vie estimée des actifs concernés.

Lors du retraitement des subventions d'investissements au niveau des états financiers consolidés, il convient de tenir compte du passif d'impôt différé s'y rattachant.

i. Stocks

Stocks de marchandises, matières premières et consommables.

Les stocks de matières premières, matières consommables et marchandises sont valorisés au prix moyen pondéré d'acquisition avec toutes les charges d'approvisionnement jusqu'au stockage inclus, qui est inférieure à la valeur réalisable nette du marché.

Stock de produit finis et semi-finis.

Les stocks de produits finis et semi-finis sont valorisés au coût de production moyen de l'année, qui est inférieure à la valeur réalisable nette du marché.

j. Créances d'exploitation

Les créances d'exploitation sont comptabilisées à leur valeur de réalisation nette anticipée. Une estimation est effectuée pour les créances douteuses sur la base d'une revue des montants dus en fin d'année. Les créances irrécouvrables sont sorties du bilan au cours de l'année pendant laquelle elles sont identifiées.

Les créances libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les pertes et les gains de change latents sont inscrits dans le résultat.

k. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés et qu'il est probable que la sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

Les droits des employés aux congés payés et aux congés basés sur l'ancienneté sont constatés au fur et à mesure que les droits sont accumulés par les employés. Une provision est constatée pour le passif estimé au titre des congés payés annuels et congés basés sur l'ancienneté résultants des services rendus par les employés jusqu'à la date du bilan.

l. Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs. Le taux d'impôt étant retenu est celui du droit commun, qui est actuellement de 35%.

Les principales différences temporelles sont liées à l'amortissement des immobilisations corporelles, à la réévaluation de certains actifs à long terme ainsi qu'aux pertes fiscales reportables. Les actifs d'impôts différés liés à des pertes reportables ou non utilisées

ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables.

L'annulation des provisions à caractère fiscal ne donne pas lieu à la constatation d'impôts différés car elles sont utilisées conformément à leur objet et sont donc définitivement exonérées d'impôt.

m. Constatation des produits

Les ventes sont constatées lors de la livraison des produits et après acceptation du client, le cas échéant, ou lorsque des services sont rendus, nettes des taxes sur les ventes et des rabais, et après élimination des ventes à l'intérieur du Groupe. Les ventes liées aux contrats à long terme sont comptabilisées selon la méthode à l'avancement.

IV. Notes sur le Bilan

IV.1 Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles nettes des amortissements totalisent au 31 décembre 2004 un montant de 347.718 DT contre 339.247 DT au 31 décembre 2003. Ces comptes se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Logiciels	111 600	75 982
Fonds de commerce	298 000	298 000
Ecart d'acquisition (good-will)	1 087 532	512 488
Total des Immobilisations Incorporelles	1 497 132	886 470
Amort. des Immo. Incorporelles	-61 882	-34 736
Prov. Dépréc. de l'écart d'acquisition (good-will)	-1 087 532	-512 488
Total des Amortissements des Immo. Incorp.	-1 149 414	-547 223
Total des immobilisations incorporelles nettes	347 718	339 247

IV.2 Immobilisations corporelles :

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2004 à 28.483.109 DT contre 29.083.555 DT au 31 décembre 2003 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Terrains	1 412 726	980 934
Constructions	14 085 480	13 095 751
Install. techniques matériels et outillage	30 122 066	29 288 236
Matériel de transport	1 490 984	1 368 681
Installations générales agencements aménagements	5 136 287	4 188 485
Mobiliers Matériels de bureau	605 229	449 244
Aménagement terrains	16 823	0
Immobilisation en cours	466 923	0
Total	53 334 518	49 371 331
Amortissements	-24 851 409	-20 287 776
Total	28 483 109	29 083 555

IV. 3 Immobilisations financières :

Les immobilisations financières nettes des provisions s'élèvent au 31 décembre 2004 à 907.549 DT contre 692.688 DT au 31 décembre 2003 et elles sont détaillées comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
B.T.S	20 000	10 000
AGROMED	300 000	200 000
SEDATS	7 500	7 500
MANAGEMENT +	96 000	75 000
SANIMED	100 000	100 000
AGRIMED	372 150	372 150
SOTIEX ALGER	3 038	3 038
RTC	200 000	-
Personnel, prêts à plus d'un an	13 353	-
Dépôt et cautionnement	2 357	-
Total	1 114 398	767 688
Provision	-206 849	-75 000
Immobilisations financières nettes	907 549	692 688

IV.4. Autres actifs non courants :

Le solde des autres actifs non courants s'élève à 1.141.556 au 31 décembre 2004 contre 3.988.466 DT au 31 décembre 2003 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Créances factoring à plus d'un an	201 821	3 793 876
Créances commerciales à plus d'un an	939 735	194 590
Total des Autres Actifs Non Courants	1 141 556	3 988 466

IV.5 Stocks :

Le solde net des stocks s'élève à 15.898.302 DT au 31 décembre 2004 contre 14.607.456 DT au 31 décembre 2003 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Matières premières	8 343 614	7 792 434
Consommables & pièces de rechange	1 093 154	1 036 750
Produits finis	4 482 067	5 778 272
Marchandises	2 120 277	-
Total des Stocks	16 039 112	14 607 456
Provisions pour dépréciation des stocks	-140 810	-
Total des Provisions sur Stocks	-140 810	-
Total des stocks nets des provisions	15 898 302	14 607 456

IV.6 Clients et comptes rattachés :

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2004 à 33.409.137 DT contre 27.933.920 DT au 31 décembre 2003 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Clients ordinaires	20 265 207	21 077 770
Clients, effets à recevoir & valeurs à l'encaissement	12 784 005	6 875 328
Clients, factures à établir	105 493	0
Clients douteux ou litigieux	2 510 271	976 087
Total des Clients	35 664 976	28 929 185
Provisions pour dépréciation des créances	-2 255 839	-995 265
Total des Provisions sur Clients	-2 255 839	-995 265
Total des clients et comptes rattachés nets des provisions	33 409 137	27 933 920

IV.7 Autres actifs courants :

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 31 décembre 2004 à 6.749.414 DT contre 5.828.785 DT au 31 décembre 2003 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Fournisseurs, avances & acomptes	137 421	-
Personnel, avances & acomptes	302 850	260 043
Etat, impôts et taxes	1 347 408	718 497
Etat, subventions à recevoir	1 127 158	-
Etat, actif d'impôt différé	1 617 029	1 346 424
Associés, comptes courants	595	-
Locataires pyramide du lac	432 029	-
Débiteurs divers	1 083 381	639 225
Charges constatées d'avance	11 644	-
Comptes d'attente	101 475	2 601 138
Blocage de fonds	244 234	-
Créances factoring	722 378	584 230
Titres de placement	0	1 074
Total des Autres Actifs Courants	7 127 602	6 150 631
Provisions pour dépréciation des AAC	-378 188	-321 846
Total des Provisions sur AAC	-378 188	-321 846
Total des autres actifs courants nets des provisions	6 749 414	5 828 785

IV.8 Liquidités et équivalents de liquidités :

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 31 décembre 2004 à 218.271 DT contre 111.619 DT au 31 décembre 2003 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Banques	93 792	962
Caisses	124 479	110 657
Total des Liquidités	218 271	111 619

IV.9 Capitaux propres :

Le solde des capitaux propres s'élève au 31 décembre 2004 à 30.024.191 DT contre 27.165.950 DT au 31 décembre 2003 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Capital social	16 000 000	16 000 000
Réserves légales	709 644	574 059
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Primes d'émission	3 750 609	3 750 608
Primes de fusion	2 965 154	2 965 154
Total des Réserves	8 507 052	8 371 466
Résultats reportés	1 252 615	457 705
Total des Résultats reportés	1 252 615	457 705
Réserves consolidées	-674 864	-106 722
Intérêts minoritaires	-10 283	15 315
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice	25 074 520	24 737 764
Résultat consolidé	4 919 189	2 747 517
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-	-319 491
Part des minoritaires dans le résultat	30 483	160
Total des capitaux propres consolidés	30 024 192	27 165 950

IV.10. Emprunts :

Le solde des emprunts à long terme s'est élevé au 31 décembre 2004 à 9.445.097 DT contre un solde au 31 décembre 2003 de 10.181.961 DT. Le détail des emprunts à long terme se présente comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Emprunt UTB	824 246	1 286 036
Emprunt BEI L9	564 000	846 000
Emprunt BTEI L2	121 800	364 600
Emprunt BTEI L3	267 400	400 600
Emprunt BTEI L4	600 000	800 000
Emprunt BTKD	428 573	714 287
Emprunt CFCT 600	390 000	450 000
Emprunt BTKD 1100	660 000	880 000
Emprunt STB 800	520 000	600 000
Emprunt BNA 600	420 000	480 000
Emprunt UIB 209	69 600	104 400
Emprunt UIB 210	96 924	129 232
Emprunt à plus d'1 an la Baignoire	-	99 420
Emprunt STB 2100	1 575 000	1 995 000
Emprunt UIB 1000	849 966	1 000 000
Emprunt STB 30250	30 250	-
Emprunt de consolidation ABC BANK	1 757 338	-
Emprunt de consolidation STB	270 000	-
Emprunt leasing	-	32 386
Total	9 445 097	10 181 961

IV.11 Autres passifs non courants :

Le solde des autres passifs non courants s'élève à 1.103.535 DT au 31 décembre 2004 contre un solde au 31 décembre 2003 de 1.323.373 DT et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
<i>Etat, impôt sur plus value de fusion *</i>	100 000	200 000
<i>Subventions d'investissement</i>	971 166	1 123 373
<i>Encours leasing à plus d'un an</i>	32 369	-
Total des Autres Passifs Non Courants	1 103 535	1 323 373

(*) : L'impôt sur la plus value de fusion se rapporte au passif d'impôt découlant de la plus value sur fusion avec la baignoire dont 50% est soumise à l'impôt sur les sociétés à raison de 1/5 par année. En effet lors de la fusion le passif éventuel d'impôt a été comptabilisé en tant que passif non courant. Ce passif est repris, à raison de 100 mDT chaque année, en diminution de la charge d'impôt du fait qu'à l'origine le passif fiscal éventuel a été diminué de la valeur d'apport et donc non pris en charge par la SOMOCER.

IV.12 Fournisseurs et comptes rattachés :

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2004 à 13.335.683 DT contre 10.742.498 DT au 31 décembre 2003 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Fournisseurs d'exploitation	10 971 915	7 619 519
Fournisseurs d'exploitation effet à payer	2 223 382	2 791 868
Fournisseurs d'immobilisation	134 793	210 706
Fournisseurs d'immobilisation effets à payer	5 593	120 405
Total	13 335 683	10 742 498

IV.13 Autres passifs courants :

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2004 à 5.442.568 DT contre 5 094 630 DT au 31 décembre 2003 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
<i>Clients, avances & acomptes</i>	93 710	-
<i>Personnel</i>	910 263	157 583
<i>Etat, impôts et taxes</i>	606 868	244 785
<i>Etat, passif d'impôt différé</i>	1 044 277	1 048 016
<i>Associés, comptes courants</i>	1 843 847	2 290 430
<i>Créditeurs divers</i>	618 051	202 906
<i>Charges à payer</i>	51 886	-
<i>Comptes de régularisation</i>	-	1 150 910
<i>Provisions pour risques et charges courants</i>	273 666	-
Total des Autres Passifs Courants	5 442 568	5 094 630

IV.14 Autres passifs financiers :

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 31 décembre 2004 à 24.627.483 DT contre 22.508.387 DT au 31 décembre 2003 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Emprunt à moins d'un an	3 611 100	4 380 161
Intérêts courus	52 223	-
Intérêts échus et non payés	15 333	-
Préfinancement export	4 150 000	4 100 000
Préfinancement stock	3 970 000	4 100 000
Billet de trésorerie	2 048 163	2 658 000
Mobilisation de créances nées à l'étranger	2 777 724	780 010
Autres passifs financiers	8 002 940	6 490 216
Total	24 627 483	22 508 387

IV.15 Concours bancaires :

Le solde des comptes de concours bancaires et autres passifs financiers s'élève au 31 décembre 2004 à 3.176.498 DT contre 5.568.937 DT au 31 décembre 2003 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Découverts bancaires	3 176 498	5 568 937
Total des Concours bancaires	3 176 498	5 568 937

V. Notes sur l'état de Résultat :**V.1 Revenus :**

Les revenus retraités pour les besoins de consolidation se sont élevés au 31 décembre 2004 à 51.776.903 DT contre 44.197.375 DT au 31 décembre 2003 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Vente de produits finis	51 776 903	44 197 375
Total	51 776 903	44 197 375

V.2 Autres produits d'exploitation :

Les autres produits d'exploitation correspondant aux subventions d'exploitation CEPEX se sont élevés au 31 décembre 2004 à 1.213.420 DT contre 422.748 DT au 31 décembre 2003.

V.3 Variation des stocks des produits finis et encours:

Les stocks de produits finis ont connu une variation négative de 1.296.205 DT au 31 décembre 2004 contre une variation positive de 2.340.735 DT au 31 décembre 2003 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Variation des stocks de PF	<1 296 205>	2 340 735
Total des Variation des stocks des produits finis & encours	1 296 205	<2 340 735>

V.4 Achats d'approvisionnement consommés :

Les achats d'approvisionnement consommés se sont élevés au 31 décembre 2004 à 26.260.038 DT contre 26.215.245 DT au 31 décembre 2003 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Matières premières & consommables	21 663 233	21 703 149
Energie	3 373 122	3 273 968
Autres achats non stockés	1 223 683	1 238 128
Total des Achats d'approvisionnements consommés	26 260 038	26 215 245

V.5 Charges de personnel :

Les charges de personnel se sont élevées à 4.889.563 DT au 31 décembre 2004 contre 3.943.804 DT au 31 décembre 2003 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Appointement et salaires	4 119 779	3 317 184
Charges sociales	769 784	626 620
Total	4 889 563	3 943 804

V.6 Dotations aux amortissements :

Les dotations aux amortissements se sont élevées au 31 décembre 2004 à 4.016.466 DT contre 3.942.873 DT au 31 décembre 2003 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Dotation aux Amort. des Imm. Corp. & Incorp .	4 016 466	3 942 873
Total des Dotations aux amortissements	4 016 466	3 942 873

V.7 Dotations aux provisions :

Les dotations aux provisions se sont élevées à 1.365.723 DT au 31 décembre 2004 contre 1 240 821 DT au 31 décembre 2003 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
<i>Dotations aux provisions</i>	790 679	728 333
<i>Dotation aux provisions GW</i>	575 044	512 488
Total des Dotations aux provisions	1 365 723	1 240 821

V.8 Reprises sur provisions :

Les reprises sur provisions se sont élevées à 427.423 DT au 31 décembre 2004 contre un solde nul au 31 décembre 2003 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
<i>Reprises sur provisions</i>	427 423	-
Total des Reprises sur provisions	427 423	-

V.9 Autres charges d'exploitation :

Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 7.760.864 DT au 31 décembre 2004 contre 7.533.656 DT au 31 décembre 2003 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Loyer et charges locatives	99 578	92 575
Assurances	165 085	127 245
Entretiens et réparations	347 371	444 874
Autres services extérieurs	268 248	209 368
Rémunération intermédiaires et honoraires	1 163 428	1 265 104
Publicité et propagande	172 638	346 900
Transport sur achats	3 331	120 194
Transport sur ventes export	3 384 058	2 955 462
Transport sur ventes local	107 377	-
Transports et déplacements	455 834	574 078
Missions et réception	181 173	-
Dons et subventions	150 410	-
Services bancaires	453 975	459 889
Jetons de présence	36 000	36.000
Impôts et taxes	217 407	168 658
Commissions sur ventes	554 950	733 309
Total	7 760 864	7 533 656

V.10 Charges financières nettes :

Les charges financières nettes se sont élevées à 3.235.855 DT au 31 décembre 2004 contre 4.035.880 DT au 31 décembre 2003 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
Charges financières	3 348 476	4 035 880
Autres produits financiers	-112 621	-
Total	3 235 855	4 035 880

V.11 Autres gains ordinaires :

Les autres gains ordinaires se sont élevés à 1.137.855 DT au 31 décembre 2004 contre 2.062.853 DT au 31 décembre 2003 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
<i>Gains sur cession d'Immob.</i>	30 393	1 113 217
<i>Gains sur éléments non récurrents</i>	573 784	433 537
<i>Radiation de dettes</i>	510 478	-
<i>Autres gains ordinaires</i>	23 200	416 099
Reprise sur provisions	-	100 000
Total des Autres gains ordinaires	1 137 855	2 062 853

V.12 Autres pertes ordinaires :

Les autres pertes ordinaires se sont élevées à 123.635 DT au 31 décembre 2004 contre 708.584 DT au 31 décembre 2003 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
<i>Autres pertes ordinaires</i>	123 635	708 584
Total des Autres pertes ordinaires	123 635	708 584

V.13 Impôts sur les bénéfiques :

Les impôts sur les bénéfiques totalisent un montant de 201.323 DT au 31 décembre 2004 contre 641.882 DT au 31 décembre 2003 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2004</u>	<u>Déc. 2003</u>
<i>Impôt exigible</i>	-4 000	98 000
<i>Impôt différé</i>	205 323	543 882
Total des Impôts sur les sociétés	201 323	641 882

VI. Informations sur les parties liées :

VI.1 Ventes –clients :

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2004 avec la société Etablissements Abdennadher s'élève à 391.899 DT.

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2004 avec la société Evolution Economique s'élève à 1.426 DT.

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2004 avec la société SOTEX s'élève à 1.889.158 DT.

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2004 avec la société SANIMED s'élève à 2.519 DT.

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2004 avec la société AGROMED s'élève à 1.257 DT.

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2004 avec la société AGRIMED s'élève à 1.304 DT.

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2004 avec la société Etablissements Abdennadher s'élève à 1.837 DT.

- Il est à signaler que la SOMOCER a signé au début de l'année 2003 des conventions avec les sociétés du groupe dont les principaux objets consistent en:

- o Des échéanciers pour le règlement des soldes arrêtés au 31 décembre 2002 ; et
- o Un délai de 210 jours date facturation pour le règlement des ventes réalisées à partir du 1er janvier 2003.

Il convient de noter qu'aucune politique de fixation de prix n'est définie au préalable entre la SOMOCER et les sociétés du groupe. En outre, SOTEX et établissements Abdennadher ne respectent pas les termes conventionnels en matière de règlement des créances (Echéancier et créances commerciales). En effet, les soldes des impayés des dites sociétés au 31 décembre 2004 sont respectivement de l'ordre de 838.519 DT et de 221.782 DT.

VI.2 Achats - fournisseurs :

Les achats réalisés par la société SOMOCER au cours de l'année 2004 avec la société Evolution Economique s'élèvent à 12.642 DT.

Les achats réalisés par la société A.B.C. au cours de l'année 2004 avec la société Etablissement Abdennadher s'élèvent à 1.750 DT.

VI.3 Créances rattachées aux parties liées :

Les créances constatées envers la société Management Plus pour un montant de 100.000 DT ont été converties en charges comptabilisées d'avance relatives aux prestations à effectuer par cette dernière pour une période de trois ans commençant le 1er Janvier 2004. Une quote part de la charge constatée d'avance a été consommée courant 2004, soit 36.000 DT.

Au cours de l'année 2004, la société SOMOCER a acquis les titres A.B.C. détenus par la société SOTEX pour un montant de 800.000 DT et ce en contre partie de créance.

VI.4 Autres transactions avec les parties liées :

- La société SOMOCER a bénéficié au cours de l'exercice 2004 des prestations de la Société LA FAIENZA ; le montant de ces prestations s'est élevé à 7.900 DT.

- La société SOMOCER a bénéficié au cours de l'exercice 2004 des prestations de la Société MAC SA, le montant de ces prestations s'est élevé à 41.537 DT.

- Le chiffre d'affaires réalisé courant 2004 avec la société LA FAENZA s'élève à 909.308 DT.

- La société A.B.C. a loué auprès de la société SOTEX au cours de l'année 2004 un dépôt sis à Rades pour un montant de 30.922 DT.

- Les ventes réalisées par la société A.B.C. à son gérant au cours de l'année 2004 s'élèvent à 3.083 DT.

- Les ventes réalisées par la société A.B.C. à son ex-gérant au cours de l'année 2004 s'élèvent à 15.980 DT.

Rapport Général du Commissaire aux Comptes

Messieurs les actionnaires du groupe de la Société Moderne de Céramique «Groupe SOMOCER»

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du groupe de la **Société Moderne de Céramique «Groupe SOMOCER»**, comprenant le bilan au 31 décembre 2004, ainsi que l'état de résultat, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes aux états financiers. Ces états financiers consolidés font ressortir des capitaux propres consolidés positifs de 30.024.192 DT, y compris le résultat bénéficiaire consolidé de l'exercice qui s'élève à 4.949.672 DT.

I. Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers consolidés

Les organes de gestion sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés, conformément aux normes comptables tunisiennes. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

II. Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. A l'exception des questions évoquées dans les paragraphes suivants, nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation de l'ensemble des états financiers consolidés.

Nous ne pouvons pas nous prononcer sur la justification des soldes des comptes réciproques de certaines sociétés du groupe Abdennadher, à savoir les sociétés SOTEX, SANIMED et Etablissements Abdennadher, avec la société A.B.C. Ces soldes figurent parmi les rubriques « fournisseurs et comptes rattachés », « Clients et comptes rattachés » et « Autres passifs courants » pour des montants s'élevant respectivement à 228.736 DT, 13.179 DT et 7.633 DT.

III. Opinion :

A notre avis, sous réserve de l'effet des redressements qui auraient pu, le cas échéant, se révéler nécessaires si nous avons reçu les justifications des soldes des comptes de SOTEX, SANIMED et Etablissements Abdennadher chez la société A.B.C, nous certifions que les états financiers consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière du groupe de la Société Moderne de Céramique « **Groupe SOMOCER** » au 31 décembre 2004, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous estimons utile d'attirer l'attention sur le fait que le gérant de la société A.B.C. a procédé au cours de l'exercice 2004 à l'apurement de dettes anciennes non réclamées par les fournisseurs s'élevant à 510.478 DT.

IV. Vérifications et informations spécifiques :

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance, avec les états financiers consolidés, des informations fournies dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Tunis, le 19 Mai 2009

**MTBF membre de
PRICE WATER HOUSE
COOPERS**

Ahmed Belaifa